

COVID-19

Bélinda Ayessa : « La gestion de cette pandémie par le chef de l'État se fait avec une parfaite maîtrise »

Deux mois après l'annonce d'un certain nombre de mesures pour faire face à la pandémie de la Covid-19 par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, Bélinda Ayessa, a partagé son point de vue sur ce sujet, tout en louant la gestion de cette pandémie avec la parfaite maîtrise par le président de la République. Elle a félicité également la diplomatie congolaise suite à l'initiative de médiation entreprise par le chef de l'État face aux tensions entre la RDC et la Zambie.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Le 28 mars dernier, le président Denis Sassou N'Guesso a annoncé un certain nombre de mesures pour faire face à la pandémie de la Covid-19. Selon vous, qu'est-ce qu'il en est à ce jour ?

Bélinda Ayessa (B.A.) : Face à la pandémie de Covid-19, je dois dire que les décisions annoncées par le chef de l'État étaient et sont encore à la mesure de la situation que nous traversons. Elles étaient d'ailleurs au cœur du quatrième rapport de la Task Force de la Coordination nationale de gestion de la Covid-19. Ici comme ailleurs, cela correspond à la prise en compte des dégâts sanitaires que cause cette pandémie, des conséquences qu'elle a sur la vie économique et sociale, des dangers que nous encourons, en ne respectant pas les dispositions nécessaires pour ralentir et, ensuite, pour stopper ce fléau. Vous comprenez donc que le chemin peut être long avant d'arriver à cette fin. Cela ne justifie nullement qu'on relâche notre attention. Pour ce qu'il m'a été donné d'observer, je dirais que ces mesures gardent pleinement leur pertinence et qu'il y a encore des efforts à faire. Je saisis l'opportunité que vous m'offrez pour en appeler au sens de la responsabilité et de la préservation de la vie.

L.D.B. : Vous-même, vous êtes exprimés souvent durant cette crise. Pensez-vous qu'il y a eu une prise de conscience ?

B.A. : De façon générale, oui. Après le discours que le président Denis Sassou N'Guesso a adressé à la nation, le 30 avril, faisant l'état de la riposte du gouvernement face à la pandémie de la Covid-19, il me semble que son appel a bien mis en lumière les axes d'action dans lesquels nous devons tous nous engager. Il est vrai que son constat du 30 avril montrait encore des traits



d'irresponsabilité de certains de nos compatriotes. Et pourtant, la réalité de cette pandémie est indéniable. C'est peut-être à ce niveau que chacun doit, parce qu'il peut, s'associer dans cette lutte contre cette pandémie.

L.D.B. : S'il vous était donné de faire des suggestions pour une meilleure gestion de la pandémie. Que proposerez-vous ?

B.A. : Vous m'en créditez trop en me demandant de faire des suggestions. Sur instruction ou sur décision du chef de l'État, des structures de gestion ont bien été mises en place. Il leur appartient d'accompagner le gouvernement dans cette bataille contre la Covid-19. Les

missions assignées à ces structures démontrent à quel point la situation est préoccupante. Et dans la position qui est la nôtre, au Congo, nous devons nous ranger derrière le gouvernement en suivant les mesures édictées. Je me mets à la place du citoyen lambda qui reçoit des dispositions de son gouvernement pour riposter contre un fléau. Et de l'avis de toutes les personnes les plus avisées, les mesures prises par le gouvernement sont, en l'état actuel des choses, celles qui sont les plus efficaces. Commençons d'abord par le respecter et les appliquer. Pour ma part, j'observe avec soulagement que la gestion de cette pandémie par le chef de l'État se fait avec une

parfaite maîtrise.

L.D.B. : On vous a vue, il y a eu, avoir un élan de solidarité à l'égard du centre psychiatrique du CHU. Peut-on en conclure que vous jouez votre partition ?

B.A. : Vous me permettez de ne pas faire de commentaire à ce sujet.

L.D.B. : Il n'y a pas que la Covid-19 dans l'actualité, même si la grande majorité des informations, ces temps-ci, est consacrée à cette pandémie. Pensez-vous qu'au Congo d'autres questions font aussi l'objet d'un certain intérêt ?

B.A. : La vie d'une nation, dans sa quotidienneté, a toujours un intérêt. Les sujets d'actualité ne rompent pas cette quotidienneté. Ils en montrent l'intensité ou l'urgence. Malgré la pandémie, l'on doit continuer à vivre, tout en ayant les yeux ouverts sur l'état du monde, l'état de notre pays. Je reconnais que l'actualité reste dominée par l'évolution de la Covid-19. Cela est tout à fait normal. Mais j'observe aussi que l'action gouvernementale se poursuit sur d'autres plans qui méritent attention, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. Au niveau régional, elle ne s'est jamais ralentie. Je pense en particulier à l'initiative de médiation entreprise récemment par le chef de l'État face aux tensions entre la RDC et la Zambie. Je peux également citer la permanence de la situation en Libye.

L.D.B. : Pensez-vous qu'il y aura un avant et après coronavirus ? En d'autres termes, le monde sera-t-il encore le même après cette pandémie ?

B.A. : Cela dépend surtout de ce que nous aurons appris de cette bourrasque sanitaire qu'est la Covid-19. Que ce soit du point de vue de notre réflexe de salubrité individuelle et environnementale, ou du point de vue de notre vivre-en-

semble, cette pandémie nous a ramenés à une reconsidération de l'homme dans sa prétendue domination sur la nature. En somme, et en toute responsabilité, nous ne pourrions faire comme si rien ne s'était passé. Comme il m'est arrivé de le dire dans vos colonnes, cette crise n'est pas que sanitaire. Elle a un impact réel sur des mécanismes de survie que nous nous sommes construits depuis des décennies. Elle interroge surtout notre sens de responsabilité dans la préservation de la vie, où qu'elle soit.

L.D.B. : Le déconfinement a été décrété, voici quelques jours. A votre niveau, au sein du Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, comment vous êtes-vous organisés pour la réouverture de votre site ?

B.A. : Je voudrais, si vous permettez, indiquer une rectification. Le mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza n'a jamais été fermé. Nous avons eu une série d'activités en interne, avec un service minimum pour continuer à entretenir ce cadre, à préparer des dossiers de travail. Avec le déconfinement, nous reprendrons progressivement nos activités publiques lorsque le moment sera venu. Vous conviendrez avec moi qu'à ce stade, il sied encore de respecter les mesures en vigueur pour juguler le coronavirus.

L.D.B. : Et pour conclure ?

B.A. : Comment conclure sur un sujet qui mobilise encore autant d'énergie et de moyen ? Nous restons tous engagés dans cette bataille contre le coronavirus. Le processus de déconfinement déclenché sur décision du gouvernement ne nous inculque pas de croire que la pandémie est éradiquée. Elle est là, mais nous savons ce qu'il convient de faire pour nous en sortir. A chacun de prendre sa responsabilité.

Propos recueillis par Bruno Okokana

Carlos Lopes : « Cette crise peut être le prélude de profondes transformations sur le continent »

L'économiste Carlos Lopes, ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), invite les partenaires africains à franchir le cap d'un simple moratoire sur la dette pour les aider à dépasser la crise qui s'annonce.

Carlos Lopes a analysé pour Le Monde Afrique les conséquences économiques pour le continent africain de la crise déclenchée par la Covid-19. Il appelle les partenaires des pays africains à aller plus loin qu'un simple moratoire sur la dette face à une « situation potentiellement explosive ». L'Afrique est aujourd'hui moins touchée par la pandémie que d'autres continents. Mais avant même que cette crise sanitaire s'installe, des éléments préoccupants annonçaient déjà une année difficile, notamment la crise alimentaire, accentuée par l'aggravation de phénomènes climatiques-mauvaises pluies au Sahel, inondations en Afrique orientale et invasion de criquets pèlerins dans la corne de l'Afrique. A cela s'ajoutent une crise pétrolière et la guerre commerciale entre Pékin

et Washington, explique Carlos Lopes. Les pays africains dépendant des matières premières subissaient déjà le contrecoup. Le Covid-19 n'a fait donc qu'exacerber ces problèmes. D'autres secteurs ont été atteints comme le tourisme, ou une chute importante des transferts d'argent des migrants dont la baisse pourrait atteindre 20 % des envois de fonds pour cette année. Cette situation a compliqué la gestion de la dette dans de nombreux pays qui se voient privés de toute marge de manœuvre budgétaire. Lors de la reprise économique, l'Afrique ne connaîtra pas un scénario de reprise avec une courbe « en (V) mais plutôt à un très long (U). Il faudrait donc un geste beaucoup plus conséquent, souligne Carlos Lopes.

Pour réduire la dette africaine, il faut « peu d'imagination de la part de leurs partenaires », selon lui. Il préconise le traitement de la dette sur trois re-

gistres. Dans l'immédiat sa suspension (un ou deux ans); ensuite, l'effacement entier de la dette bilatérale et multilatérale des pays les plus vulnérables; enfin, la restructuration de la dette afin d'abaisser les taux d'intérêt. Côté africain, « ils [pays] sont déjà allés aussi loin qu'ils pouvaient ». Certains Etats ayant mis en place des politiques de stimulation fiscale, des appuis aux PME, et d'autres ayant versé des subventions aux pauvres (Maroc, Sénégal, Cap-Vert, Afrique du Sud). Des mesures qui ont atteint, selon mes estimations, « environ 1,5 % du PIB africain. Mais les pays ne peuvent pas faire plus. Or il y a un risque accru de tensions sociales ».

Vingt élections sont prévues cette année en Afrique. « Ce contexte, combiné à la détérioration du tissu économique, rend la situation potentiellement explosive », souligne Carlos Lopes. Sur le fond, il pense

que la Covid-19 a justifié la nécessité de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) « en montrant à quel point il était risqué de dépendre trop du reste du monde pour ses approvisionnements. C'est vrai pour le monde entier, donc également pour l'Afrique. Or cette zone est censée inciter au développement de chaînes de valeur sur le continent ». Il est convaincu que cette crise peut être le prélude de profondes transformations sur le continent. Notamment, en ce qui concerne le modèle économique et les trajectoires de croissance des pays dépendant des matières premières. L'Afrique a aussi le potentiel d'accélérer son industrialisation grâce à des solutions plus écologiques.

Sur un autre plan, les restrictions introduites par les Etats-Unis et les pays européens pour les exportations de médicaments vitaux, de réactifs,

d'équipements respiratoires ou de protection individuelle affectent les pays africains. Le continent porte 25 % de la charge de morbidité mondiale, mais représente moins de 1 % des dépenses de santé mondiales. Elle fabrique moins de 2 % des médicaments qu'elle consomme. Or la Covid-19 a démontré une capacité cachée à produire des masques, des tests et d'autres produits essentiels dans toute l'Afrique. Pour l'économiste, cette montée en puissance dans l'urgence doit être encouragée. « Ce virus offre à l'Afrique l'occasion de faire preuve d'initiative. C'est vrai également pour la sécurité alimentaire ou les nouvelles technologies. En s'appuyant sur les acquis de ces dernières années et sur la résilience de la population, il n'y aura probablement pas de meilleur moment pour accélérer le changement », conclut-il.

Noël Ndong